

Ce document est une publication en ligne convertie en format PDF par la Bibliothèque de l'Assemblée nationale pour fin de conservation. Certains hyperliens externes contenus dans ce document peuvent être inactifs.

Salle de presse

L'Agro-indicateur 2021 : une conjoncture agricole empreinte de la flambée des prix et de la reprise économique

Publié le 11 novembre 2021

La conjoncture économique mondiale et canadienne

L'activité économique, qui est mesurée par le produit intérieur brut (PIB), devrait connaître une croissance de l'ordre de 6 % à l'échelle mondiale en 2021, à la suite d'une baisse de 3,5 % engendrée par la crise sanitaire liée à la COVID-19. Même si la relance de 2021 devrait se poursuivre en 2022, une incertitude demeure en raison du risque de mesures sanitaires contraignantes pour l'économie que pourrait causer la propagation des variants. Pour l'ensemble des pays avancés, le PIB devrait poursuivre une croissance de 3,8 % en 2022 à la suite du rebond de 5,0 % en 2021 et de la chute de 4,8 % en 2020. En ce qui a trait aux économies émergentes et en développement, la croissance prévue de 2021, soit 6,4 %, devrait se poursuivre en grande partie au cours de l'année 2022. La diminution de seulement 2,6 % de leur PIB en 2020 s'explique principalement par la croissance de 2,3 % en Chine.

Aux États-Unis, principal partenaire commercial du Québec et du Canada, le PIB réel a dépassé son niveau d'avant la pandémie au deuxième trimestre 2021. Le PIB réel du Québec a également surpassé son niveau pré-pandémique, et la croissance prévue en 2021 atteint 7 %, comparativement à la diminution de 5,3 % en 2020. Dans l'ensemble du Canada, la récupération s'avère plus lente avec une prévision de croissance de 5,1 % en 2021, ce qui s'explique par certains secteurs, par exemple celui de l'automobile.

Croissance du PIB réel en pourcentage (%)

Pays / Régions du monde	2020	2021p	2022p
Québec	-5,3	7	2,7
Canada	-5,3	5,1	4,1
États-Unis	-3,4	5,9	3,8
Ensemble des économies avancées*	-4,8	5	3,8
Chine	2,3	8,4	5,5
Ensemble des économies émergentes et en développement**	-2,6	6,4	4,9
Monde	-3,5	5,9	4,5

p : prévision

- * Comprend principalement les États-Unis, le Canada, la Zone euro, Le Royaume-Uni et le Japon.
- ** Comprend les pays hors économies avancées, par exemple : Chine, Indonésie, Russie, Brésil, Mexique, Inde et Afrique du Sud.

Par ailleurs, la Banque du Canada (BC) a abaissé le taux directeur à sa valeur plancher de 0,25 % afin d'atténuer les répercussions économiques prévisibles des mesures prises pour faire face à la COVID-19. Plusieurs assouplissements financiers ont aussi été mis en œuvre afin de soulager les tensions sur les marchés de financement et d'améliorer les liquidités des entreprises. Ces actions ont contribué à diminuer les coûts d'emprunts des exploitations agricoles et améliorer la rentabilité des investissements des entreprises. En contrepartie, les perspectives actuelles laissent présager des hausses de taux d'intérêt dans un contexte où les entreprises font face à des difficultés d'approvisionnement, des délais de livraison, des pénuries de main-d'œuvre et des hausses de coûts des matières premières. Selon la projection de la BC, la hausse du taux directeur s'amorcerait au cours de la seconde moitié de l'année 2022.

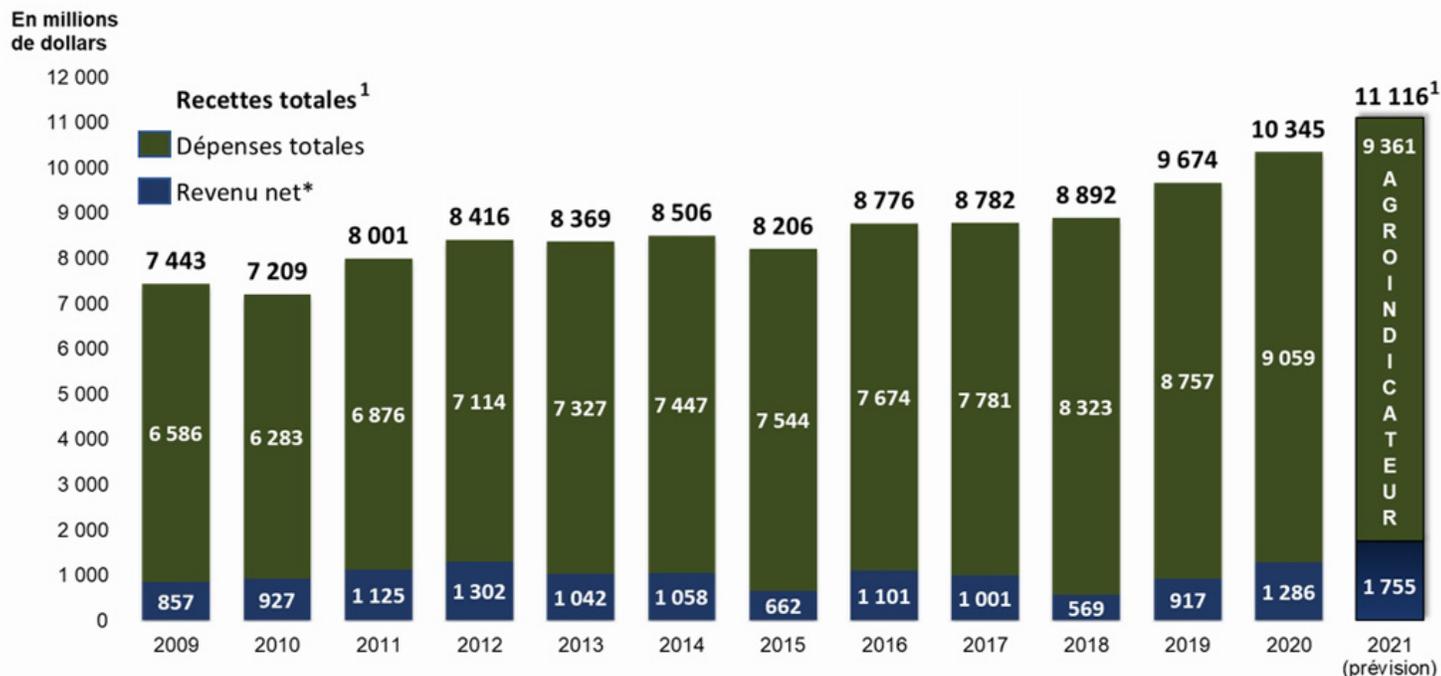
Méthodologie

L'Agro-indicateur est un modèle économétrique qui permet d'estimer les revenus, les dépenses et le revenu agricole net de l'année en cours à partir de variables représentatives de l'économie agricole du Québec. Les recettes monétaires agricoles ainsi que les prix des produits agricoles et des intrants constituent les principales données utilisées. La définition du revenu agricole net considéré pour l'Agro-indicateur correspond aux recettes monétaires agricoles totales provenant des produits agricoles et des paiements directs aux producteurs desquelles les dépenses d'exploitation et les frais d'amortissement sont soustraits.

L'Agro-indicateur 2021

Malgré les perturbations, les exigences et les contraintes engendrées par la COVID-19, les recettes monétaires agricoles (RMA) québécoises totales ont atteint en 2020 un niveau record de 10,3 milliards de dollars. Au cours du premier semestre de 2021, les RMA ont totalisé 5,2 milliards de dollars, soit une hausse de 367 millions de dollars, donc 7,5 % par rapport à la même période en 2020. Selon l'Agro-indicateur, les RMA pourraient dépasser 11 milliards de dollars en 2021 et, ainsi, atteindre un nouveau sommet grâce à une conjoncture de prix élevés. La prévision des dépenses totales atteint 9,36 milliards de dollars en comparaison à 9,1 en 2020, dans un contexte caractérisé par la baisse des taux d'intérêt, mais également la hausse importante du coût de l'alimentation animale en raison des stocks relativement bas de maïs et de soya. Ainsi, le revenu agricole net en 2021 pourrait se situer aux alentours de 1,76 G\$. Un nouveau record pourrait être établi malgré le contexte de la pandémie, et ce, grâce à la résilience de la chaîne d'approvisionnement agroalimentaire, dont notamment celle du maillon agricole. Bien que ces résultats globaux soient positifs, certaines entreprises dont les produits sont destinés au secteur de l'hôtellerie, de la restauration et des établissements institutionnels publics et privés ont vécu des difficultés particulières depuis le début de la pandémie.

Recettes monétaires agricoles totales, dépenses et revenu agricole net* de 2009 à 2021



* Sans tenir compte de la valeur de la variation des stocks.

[Version texte du graphique Recettes monétaires agricoles totales, dépenses et revenu agricole net de 2009 à 2021](#) ✓

De 2009 à 2020, les recettes monétaires agricoles québécoises ont progressé de 7 443 à 10 345 millions de dollars. Au cours de la même période, les dépenses sont passées de 6 586 à 9 059 millions de dollars ce qui a permis de dégager un revenu net de respectivement 857 et 1 286 millions de dollars en 2009 et 2020. Pour 2021, l'Agro-indicateur prévoit des recettes monétaires agricoles, des dépenses et un revenu agricole net de respectivement 11 116, 9 361 et 1 755 millions de dollars.

Revenu agricole au Québec de 2013 à 2020 (en millions de dollars)

Catégories de revenus	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Moyenne 2013-2020
Recettes monétaires – Cultures	2 828	2 679	2 726	3 228	3 130	3 217	3 599	4 063	3 184
Recettes monétaires – Bétail	5 035	5 506	5 279	5 155	5 338	5 214	5 541	5 638	5 338
Recettes monétaires du marché	7 863	8 185	8 005	8 382	8 468	8 430	9 139	9 701	8 522
Paiements de programmes	506	321	201	393	314	462	535	644	422
Recettes monétaires agricoles totales	8 369	8 506	8 206	8 776	8 782	8 892	9 674	10 345	8 944
Dépenses d'exploitation nettes et d'amortissement	7 327	7 447	7 544	7 674	7 781	8 323	8 757	9 059	7 989
Revenu net*	1 042	1 058	662	1 101	1 001	569	917	1 286	955

- Source : Statistique Canada, tableaux 32-10-0052-01 et 32-10-0045-01 (consultation en septembre 2021)
- * Sans tenir compte de la valeur de la variation des stocks.

Les productions végétales

Du côté des productions végétales, la valeur des recettes monétaires au cours du premier semestre 2021 en comparaison à celui de l'année précédente a connu une diminution de 3,3 % ou 59 millions de dollars. Compte tenu de l'augmentation des prix des céréales et des oléagineux en raison de la forte demande internationale et du resserrement des approvisionnements, ce résultat apparaît surprenant et s'explique par de fortes diminutions des RMA provenant du cannabis et de la récolte de sirop d'érable, soit respectivement 98 et 116 millions de dollars. En excluant ces deux productions, la croissance des recettes monétaires provenant des cultures aurait atteint 15 %. Si la baisse des revenus provenant de certains fruits, tels que les pommes et les bleuets, est attendue au cours du deuxième semestre 2021, du côté des recettes tirées des céréales et des oléagineux, la situation devrait s'avérer favorable en raison d'une augmentation des prix, notamment pour le soya. En effet, à l'échelle internationale et nord-américaine, les prix du soya ont progressé au cours du deuxième semestre avec, notamment, les besoins de la Chine et une offre limitée sur les marchés. Les prévisions du département américain de l'Agriculture (USDA) vont dans le sens d'un maintien du faible niveau des ratios stocks-utilisations de soya.

Ratio du stock de clôture sur la consommation totale de maïs et de soya



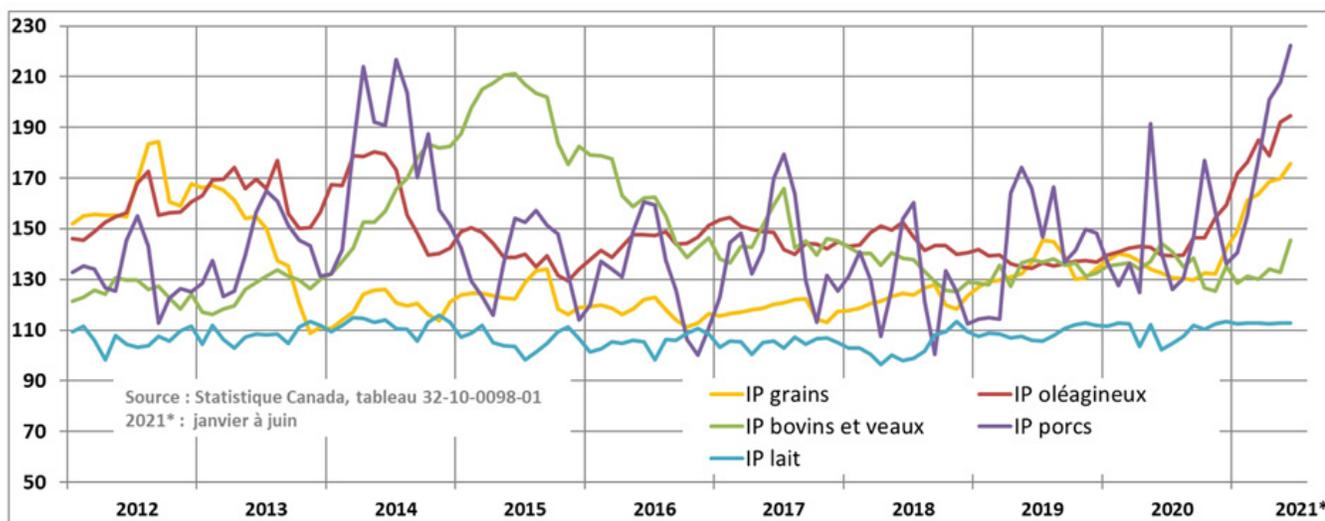
[Version texte du graphique Ratio du stock de clôture sur la consommation totale de maïs et de soya](#)

De 2016-2017 à 2018-2019, le ratio du stock de clôture de soya divisé par la consommation totale a augmenté aux États-Unis et au niveau mondial. Entre 2018-2019 et la prévision de 2021-2022 ce ratio poursuit une tendance à la baisse tant aux États-Unis qu'au niveau mondial. Au cours de la même période, ce ratio est plutôt stable pour le maïs du côté des États-Unis, mais connaît une tendance à la baisse au niveau mondial.

Les productions animales

Les recettes monétaires des productions animales ont augmenté de 13,5 % au cours du premier semestre 2021 en comparaison à la même période l’an passé, ce qui leur a permis d’atteindre un sommet historique de 3,18 milliards de dollars. Ces résultats appréciables s’expliquent notamment par la contribution de la production porcine, dont les revenus ont bondi de 35,4 % principalement en raison de la hausse des prix de 29 % attribuable, entre autres choses, à la forte demande internationale. En ce qui a trait aux recettes des produits assujettis à la gestion de l’offre, soit le lait, la volaille et les œufs, celles-ci s’élevaient à 1,9 milliard de dollars, en hausse de 6,4 % par rapport à la même période de l’année précédente. Dans la foulée de la hausse des coûts de production, les prix des produits sous gestion de l’offre ont poursuivi leur augmentation. Si la plupart des autres productions, dont notamment la production ovine, ont également connu une croissance substantielle en termes de revenus et de prix perçus, le secteur bovin a pour sa part enregistré de légères diminutions de l’ordre de 2 % pour ces deux variables économiques.

Indice de prix de certains produits agricoles (IPPA), au Québec, 2012 à 2021



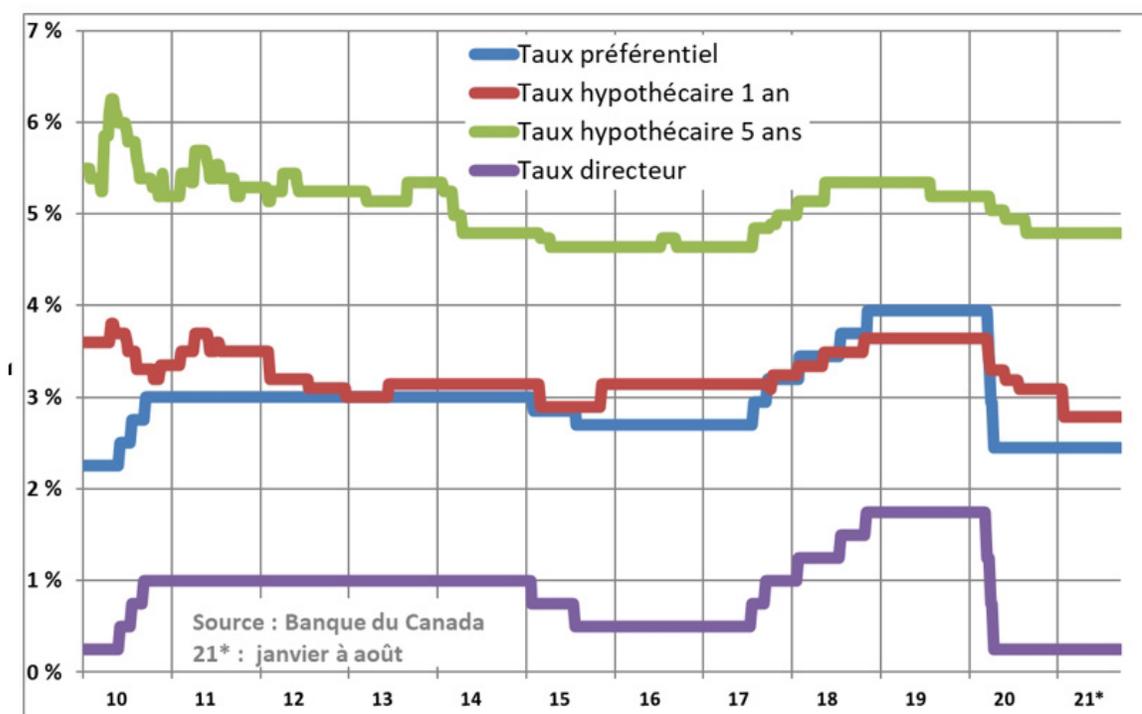
[Version texte du graphique Indice de prix de certains produits agricoles \(IPPA\), au Québec, 2012 à 2021](#)

L'Indice des prix des produits agricoles (IPPA) mesure la variation des prix que reçoivent les agriculteurs pour les produits agricoles qu'ils produisent et qu'ils vendent. La période pendant laquelle l'IPPA équivaut à 100 est l'année 2007. L'indice compare, en pourcentage, les prix agricoles courants aux prix pendant l'année de référence 2007 égale à 100. L'Indice de prix (IP) du lait est relativement stable en comparaison à ceux des autres produits agricoles. Au cours de la période de janvier 2012 à juin 2021, il a oscillé entre 96 et 116. De janvier à juin 2021, il s'établit en moyenne à 113 en comparaison à 109 pour la même période en 2020. L'IP du porc est celui qui a connu le plus de variations. Il est passé de 133 à un maximum de 217 entre janvier 2012 et juillet 2014 pour redescendre à 100 vers la fin de 2016. Par la suite, il a fortement oscillé entre 100 et un maximum de 222 qui a été atteint en juin 2021. L'IP des grains est passé de 152 à 184 entre janvier 2012 et septembre 2012 puis a diminué à 110 au début de 2014. Par la suite, il a suivi une tendance à la hausse jusqu'en juin 2021 pour atteindre 176. Pour terminer, l'IP des oléagineux est passé de 146 à 180 entre janvier 2012 et mai 2014 pour diminuer à 129 en novembre 2015. Par la suite, il a suivi une tendance à la hausse jusqu'en juin 2021 pour atteindre 194.

Taux d'intérêt

En 2020, les frais d'intérêts de court et long terme de l'ensemble des exploitations agricoles québécoises ont reculé de 2 % à la suite de la diminution des coûts d'emprunts qui s'explique notamment par la décision de la BC de ramener son taux directeur au niveau plancher de 0,25 % avec le début de la pandémie. En dépit des pressions inflationnistes actuelles, surtout en Amérique du Nord, la BC s'est engagée à maintenir le taux directeur à 0,25 % jusqu'à ce que les capacités excédentaires de l'économie se résorbent, permettant ainsi l'atteinte d'un taux d'inflation entre 1 et 3 % de manière durable. L'inflation plus élevée depuis le mois d'avril et la réduction graduelle des achats d'obligations par la BC laissent entrevoir une tendance haussière sur les taux obligataires et sur les taux d'intérêt.

Taux d'intérêt administrés des banques à charte, 2010 à 2021



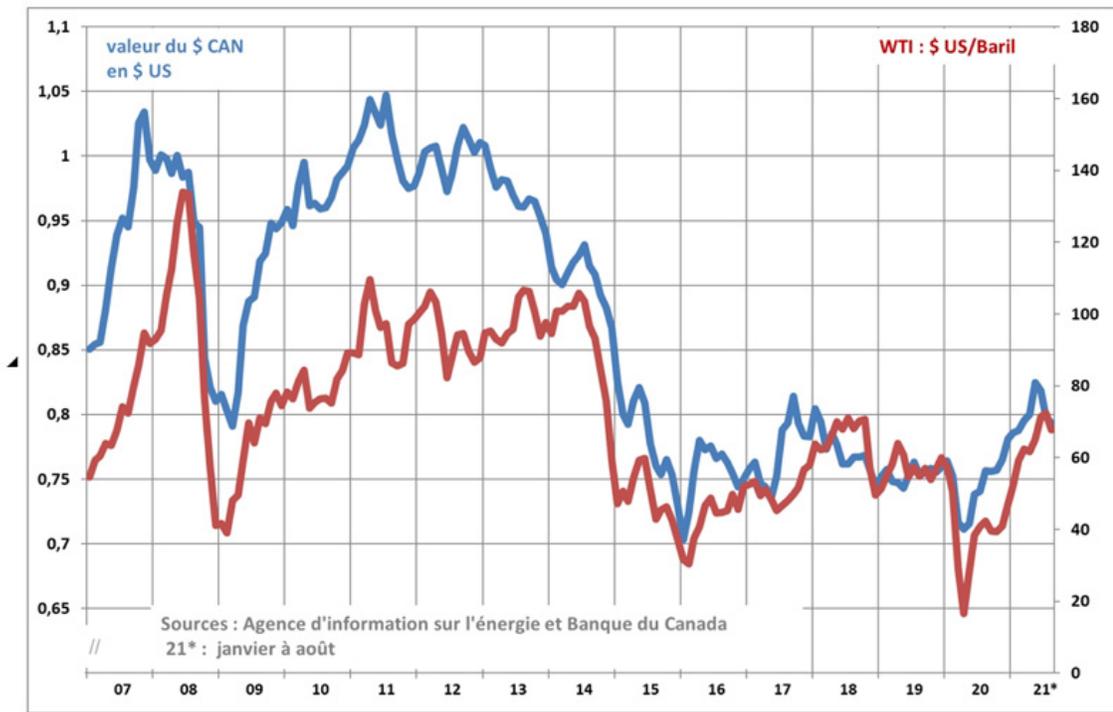
[Version texte du graphique Taux d'intérêt administrés des banques à charte, 2010 à 2021](#) ✓

De 2010 à 2017, le taux directeur et les taux d'intérêts ont connu une certaine stabilité marquée de quelques variations dont une légère baisse de 2015 à 2016. À la moitié de l'année 2017, les taux ont amorcé une hausse suivie d'une stagnation en 2019. Avec le début de la pandémie au mois de mars 2020, les taux ont chuté et ont atteint généralement les mêmes niveaux qu'en 2016.

Prix du pétrole et taux de change

Depuis leur chute au mois de mars 2020, la valeur de la devise canadienne et le prix du pétrole ont substantiellement augmenté, de sorte qu'en 2021 leur valeur respective se situera au-dessus de la moyenne des cinq dernières années. La pandémie avait engendré une chute du prix du pétrole et de la valeur de la devise canadienne. Cela constituait des facteurs favorables du point de vue de la compétitivité des produits agricoles et agroalimentaires québécois et canadiens sur les marchés, des recettes en dollars canadiens pour les produits agricoles dont les prix de référence sont fixés en dollars américains, ou encore des dépenses moindres en carburant. La situation de 2021 permet, en revanche, de diminuer les prix des achats d'intrants et d'équipements agricoles importés par l'effet de l'appréciation de la devise canadienne. À titre d'exemple, en 2019 un dollar canadien valait seulement 75 cents américains, tandis que, pour les années 2011 et 2012, la parité permettait d'acheter de l'équipement en dollars américains sans être pénalisé par le taux de change. Enfin, en excluant l'année exceptionnelle de 2020, les niveaux du prix du pétrole et de la valeur de la devise canadienne sont assez comparables aux cinq dernières années.

Taux de change et prix du pétrole, 2007 à 2021



[Version texte du graphique Taux de change et prix du pétrole, 2007 à 2021](#) ✓

Le taux de change et le prix du pétrole ont connu une tendance à la hausse de 2007 jusqu'à la première moitié de 2008 pour chuter brusquement de la deuxième moitié de 2008 jusqu'au début de l'année 2009. Par la suite, la reprise de leur croissance fut aussi annulée par une chute importante amorcée au second semestre de 2014 et qui s'est terminée au début de l'année 2016. De 2016 à 2018, la légère tendance à la hausse fut caractérisée par de nombreuses oscillations tant pour le prix du pétrole que le taux de change. En 2019, les valeurs de ces deux variables économiques ont légèrement diminué et connu de moins fortes oscillations. Avec le début de la pandémie au mois de mars 2020, le prix du pétrole et le taux de change ont chuté pour rebondir, puis se stabiliser, à des niveaux comparables à ceux de la période 2016-2018.



© Gouvernement du Québec, 2016